

# REMERCIEMENTS

Ce livret a été pensé, conçu et rédigé par un groupe composé de :

Initialement (voir ponctuellement) de : Frédérique Dumont & François Annycke (animateurs), Jean-Claude Boual, Isabelle Boyer, Patrick Gouge, Dominique Jaulmes, Bernadette Nantois, Nicole Picquart et Didier Minot.

Puis durant une année de : Frédérique Dumont & Isabelle Boyer (animatrices), Dominique Jaulmes, Nicole Picquart, Jean-Claude Boual, Marc Mangenot, Gilles Rouby, François Annycke, Jean-Baptiste Jobard.

Et tout ce travail n'aurait jamais pu se faire sans les personnes qui ont initié, rédigé, co-écrit et corrigé tous les communiqués durant les 10 années écoulées et autour desquels a été réalisé ce livre, voici les noms de quelques unes et quelques uns, que les autres nous pardonnent de ne pas y apparaître...

# **Annexes : pour aller plus loin**

- 1- les livrets/livres/fiches : photos des couvertures
- 2- les 5 universités d'été : thématiques abordées
- 3- la charte de principe du CAC
- 4- les réseaux du CAC

## **Annexe 1 : livrets et productions**

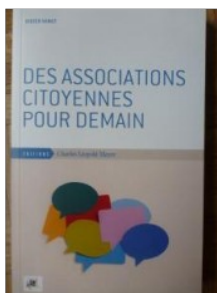
## Annexe « Le CAC, 10 ans : communiquer une histoire (une histoire de communiqués) »

### Liste des livrets/livres/répertoires du CAC depuis sa création

LIVRE / Septembre 2013

#### **Des associations citoyennes pour demain**

de Didier Minot, aux éditions Charles Léopold Mayer

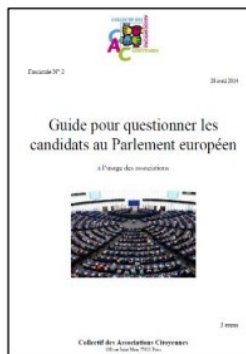


Le livre « des associations citoyennes pour demain » a été rédigé à partir des réflexions du Collectif des Associations Citoyennes résultant d'une indignation face à une réduction marchande du fait associatif. Mais comme l'indignation ne suffit pas, ce livre tente de comprendre les causes, les mécanismes...

Objectifs : faire connaître la diversité des actions menées par des associations citoyennes ; montrer en quoi ces initiatives répondent aussi à la crise globale actuelle. Ces initiatives de citoyens associés commencent à construire des solutions (au niveau local ou mondial), et indiquent les contours d'une société où la coopération, la solidarité, l'égalité et la fraternité sont au fondement d'un autre monde. De multiples exemples sont développés. Ce livre est donc une invitation à un changement de regard et à la mobilisation.

GUIDE / Avril 2014

#### **Guide pour questionner les candidats au Parlement européen** à l'usage des associations



Les associations sont directement concernées par les élections européennes. En effet, 80% des lois votées en France sont des transpositions de décisions européennes prises dans l'opacité la plus totale, en l'absence de toute démocratie. En particulier, la réglementation européenne influe fortement sur les lois/règlements qui permettent la marchandisation des actions associatives, d'utilisation croissante des appels d'offres au détriment des subventions et largement sur une vision utilitariste de l'action associative, alors que l'essentiel de leurs apports est faite de développement humain, de participation à la vie de la cité, de renforcement du lien social et d'épanouissement des personnes.

Il est donc essentiel que les associations s'impliquent dans la campagne des élections européennes pour poser des questions qui engagent leur avenir. La question posée dans ce fascicule est de préciser **en quoi les associations sont concernées par la construction européenne et quelles sont les capacités d'agir des députés européens.**

FICHES PRATIQUE / 2014

#### **10 fiches pour comprendre les difficultés associatives**



Le Collectif propose un ensemble de **10 fiches partant des difficultés concrètes rencontrées par les associations** pour en faire une explication en lien avec le travail d'analyse et d'alerte mené par nos groupes de travail.

Il s'agit de comprendre d'où viennent ces difficultés, les mécanismes en cours et de proposer des pistes d'action.

C'est donc un **outil pédagogique** qui vise à sortir du débat, **se forger une culture politique** sur l'ensemble des sujets du CAC et à pouvoir établir collectivement des propositions.

LIVRET / Octobre 2014

## Livret d'appuis à la constitution de collectifs locaux d'associations citoyennes



Ce très court livret commence ainsi : *se dit « citoyenne » toute association dont le projet, au-delà de la satisfaction de ses membres, s'adresse à l'intérêt général et se préoccupe du « bien commun ».*

Cet outil d'appuis récence les associations relais (ou collectifs locaux) sur les territoires, les textes de références du CAC et liste 6 propositions pour prendre en compte le rôle fondamental des associations dans la société, tout en rappelant qu'il n'est pas si difficile de provoquer un rassemblement local susceptible de donner naissance à un Collectif local d'associations Citoyennes.

REPERTOIRE / Été 2015 réédité et mis à jour en 2016

## Répertoire de l'écologie au quotidien

Pour se mobiliser contre le dérèglement climatique et pour la transition écologique



*Afin de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique, le CAC a entrepris d'être partie prenante de la mobilisation liée à la conférence climatique, en lien avec beaucoup d'autres mouvements, rassemblés dans Coalition Climat 21, et avec Alternatiba Ile-de-France notamment.*

Il a réalisé un répertoire des actions réalisables par les citoyens en comptant sur leurs propres forces. Il s'agit de montrer que chacun peut agir là où il est contre le dérèglement climatique et pour la transition écologique. Il ne s'agit pas de renvoyer sur les décisions individuelles la responsabilité du changement climatique, mais de créer les conditions d'une mobilisation beaucoup plus large.

Nous espérons ainsi lutter contre l'obstacle majeur à la transition écologique que constituent le productivisme et le consumérisme, c'est-à-dire la volonté des consommateurs d'exercer au maximum leur pouvoir de consommer selon leurs envies, tout en étant conditionnés par les médias et la publicité.

Le but de ce répertoire est aussi de montrer que les alternatives à la société de consommation et au culte de la croissance ne sont pas des solutions tristes mais des solutions joyeuses, conviviales et porteuses d'un nouvel art de vivre.

LIVRET / Mai 2016

## Les Contrats à Impact Social : des SIB à la française !

Livret co-écrit par les 3 collectifs : des associations citoyennes, avenir Éducs, pour une éthique du travail social



Le CAC s'est mobilisé depuis 2014 pour faire connaître la réalité et les dangers de la mise en place des « SIB (Social Impact Bonds). Après avoir annoncé il y a un an, qu'il ne donnerait pas suite à ce projet, le gouvernement a lancé le 15 mars 2016 un appel à projets pour expérimenter la mise en place de Contrats à Impact Social (CIS), déclinaison à la française des « SIB ». Depuis lors, différentes administrations de l'État démarchent collectivités, fondations, établissements publics et grandes associations afin de mettre en place ces CIS/SIB. Cette opération sert notamment de justification à la poursuite de la baisse des financements publics.

Afin de mettre en garde les différents acteurs et de les éclairer, le CAC publie cette brochure A5 de 32 pages, en partenariat avec le Collectif avenir Éducs et le Collectif pour une éthique du travail social, qui a été et mis en page grâce au remarquable travail de graphiste d'Iréna Havlicek et tirée à plusieurs milliers d'exemplaires.

Cette publication constitue un outil pédagogique d'analyse du mécanisme des SIB/CIS, de l'appel à projet du 15 mars 2016 et des premières actions susceptibles d'être financées par les Contrats à impact social. C'est aussi une analyse de l'effet des politiques néolibérales à l'œuvre à travers ce projet, qui remettent en question les principes de solidarité, le sens de l'engagement associatif et du travail social.

## REPertoire / Septembre 2016

### Répertoire « Plaine commune » d'écologie

Premier guide/répertoire local d'écologie au quotidien



possible d'agir près de chez soi.

Le répertoire national d'actions écologiques créé par le CAC en 2015 fait des petits, nous sommes heureux d'annoncer la naissance du premier répertoire local d'action écologique réalisé sur le territoire de Plaine Commune.

Il regroupe plus de 200 pistes d'actions réalisables par les citoyens de Plaine Commune, seuls ou en groupe, pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le changement climatique. Ce n'est pas un catalogue d'exemples qu'il s'agirait d'imiter, mais plus une boîte à idées permettant à chacun de voir concrètement qu'il est

## GUIDES-REPertoires / Mai 2017

### Guide des actions écologiques de Vitry/Ivry/Choisy



Le guide local des actions écologiques au quotidien - édition « Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi » est sorti officiellement dimanche 21 mai à l'occasion de la fête du lilas à Vitry-sur-Seine.

Ce guide, réalisé grâce à Elodie Desmonière (*chargée de mission écologie et transition qui est en charge du projet au sein du CAC*), comporte des pistes d'actions réalisables par les citoyens de Seine Amont, seuls ou en groupe, pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le changement climatique. Ce n'est pas un catalogue d'exemples qu'il s'agirait d'imiter, mais plus une boîte à idées permettant à chacun de voir concrètement qu'il est possible d'agir près de chez soi.

### Guide des actions écologiques de la Somme



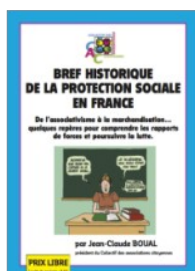
Nous avons annoncé officiellement la sortie du guide des actions écologiques de la Somme le samedi 13 mai à l'occasion de la fête du printemps à Amiens. En effet, le CAC et le CLAC 80 (*Collectif local des associations citoyennes du 80*) étaient présents à Amiens lors de cet événement, *organisé par le GAS, le jardin du bout d'la rue et la briqueterie*, pour présenter le tout nouveau Guide locale des actions écologiques au quotidien édition « SOMME ».

Ce guide, réalisé grâce à Elodie Desmonière (*chargée de mission écologie et transition qui est en charge du projet au sein du CAC*), comporte des pistes d'actions réalisables par les citoyens de Seine Amont, seuls ou en groupe, pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le changement climatique. Ce n'est pas un catalogue d'exemples qu'il s'agirait d'imiter, mais plus une boîte à idées permettant à chacun de voir concrètement qu'il est possible d'agir près de chez soi.

## Bref historique de la protection sociale en France

de Jean Claude BOUAL

4



Ce livret (rédigé par JC Boual et mis en page par Iréna Havlicek, tous deux au conseil d'administration du CAC) n'a d'autre prétention que de poser quelques jalons, d'éclairer les enjeux des transformations en cours et de permettre, à chacune et à chacun, de s'emparer de ces questions et de prendre part au débat.

Le système de protection sociale que nous connaissons aujourd'hui n'est ni condamné, ni obsolète. Il est consubstantiel de notre société, de notre niveau de vie, de notre cohésion sociale, de notre démocratie. Rien n'est inéluctable et surtout pas le pire... si la société s'en mêle.

Le Collectif des Associations Citoyennes a décidé de publier ce livret à la suite des journées de travail sur l'implication des associations dans le domaine social et sur les conséquences de l'arrivée des SIB (Social Impact Bonds) dans notre pays, sous la forme « Contrats à impact social ».

## Guide des relations entre associations et financeurs publics : une illustration par la culture

Travail collectif CAC / Opale / UFISC/ RTES / Brigitte Clavagnier réalisé par Opale/CRDLA

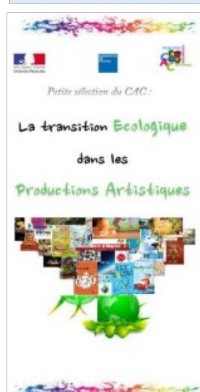


Ce guide juridique recense et clarifie les nouvelles relations et modes de coopération entre les pouvoirs publics et les associations. Prenant appui sur des exemples dans le secteur culturel, il s'adresse néanmoins à toutes les associations.

**Garantir la place des associations dans la société passe par la (re)légitimation de la subvention.** Dans un contexte marqué par la raréfaction (organisée) de l'argent public et par un recours accru à la commande publique, il est crucial d'identifier les outils d'une relation contractuelle qui préserve la capacité d'initiative citoyenne.

A travers un partenariat entre Alcyaconseil, Opale/CRDLA Culture, l'Union d'Intervention des Structures Culturelles (Ufisc), le Collectif des associations citoyennes (CAC) et le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES), ce guide se veut être à la fois un recensement des différents modes de coopération et d'intervention possibles des associations auprès des pouvoirs publics et une boîte à outils, visant à favoriser un partenariat équilibré et sécurisé sur le plan juridique.

Expliciter la circulaire Valls, les règles qui régissent et différencient les subventions dans le cadre de la loi ESS des aides d'Etat dans la réglementation européenne, de la commande publique, comprendre les articulations entre toutes ces règles, telles sont les ambitions que se donne ce guide.



## Petite sélection de productions artistiques traitant de la transition écologique

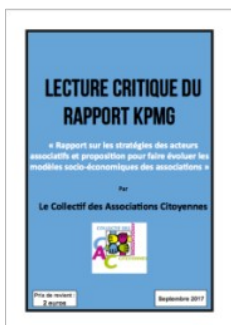
Ces fiches de sélection ont été réalisées par Elodie Desmonière (chargée de mission écologie et transition qui est en charge du projet au sein du CAC).

Cette sélection rassemble un certain nombre de productions artistiques réalisées par des troupes de théâtre ou de cirque, des danseurs, des clowns, des musiciens, des plasticiens, des cinéastes engagés pour la lutte contre le changement climatique et pour la transition écologique. Elle tente de montrer qu'une approche différente des questions environnementales est possible. En effet, l'art et la culture sont de formidables outils de sensibilisation. Ils proposent des éclairages différents et

permettent de se remettre en question et de s'informer de manière ludique mais sérieuse !

LIVRET / Septembre 2017

### **Lecture critique du rapport KPMG sur « les stratégies des acteurs associatifs et propositions pour faire évoluer leurs modèles socio-économiques »**



Le CAC, et notamment un de ses membres GM, a lu et analysé le rapport\* réalisé par le cabinet d'étude KPMG. Dans la trentaine de pages qui le constitue, nous souhaitons remettre en cause des éléments énoncés par ce cabinet. Cette lecture a pour objectif de déconstruire les évidences mises en avant par KPMG.

Loin donc des théories complotistes qui entendent réduire l'espace politique à celui des intentionnalités unilatérales, il est important de prendre conscience de la lutte politique en jeu afin de prendre ce rapport pour ce qu'il est : ni plus ni moins que l'annonce, à plus ou moins long-terme, de la mort du milieu associatif, ou du moins de sa « mutation » – à tel point qu'on peut légitimement se demander si l'objet mutant qui tend à s'imposer sera toujours susceptible d'être qualifié d'« association ».

\*Fin avril 2017, KPMG France, cabinet d'audit et de conseil, a sorti un « Rapport sur les stratégies des acteurs associatifs et proposition pour faire évoluer les modèles socio-économiques des associations ». Ce rapport, mené d'avril 2016 à janvier 2017, a été commandité par l'UDES et le Mouvement Associatif. « Cette étude dresse un état des lieux des enjeux liés aux modèles socio-économiques des associations, propose différentes stratégies d'évolution possibles, et présente les leviers d'évolution à activer pour les mettre en œuvre. Certaines propositions s'adressent directement aux pouvoirs publics afin qu'ils s'en saisissent, et contribuent à leur niveau à accompagner ces évolutions. » Ce texte est issu du site internet de KPMG où vous pouvez retrouver le rapport en question.

LIVRET / Février 2018

### **Associations citoyennes : résister et construire De quoi nos gouvernants sont-ils le masque ?**

de Jean Claude BOUAL

Ce livret est proposé par Jean-Claude BOUAL [président du Collectif des Associations Citoyennes (CAC)] où il compile ses différentes analyses et celles issues à la fois :



♦ des échanges de la [réunion plénière de juin 2017](#) « Comment poursuivre nos engagements associatifs ? »

♦ et de ceux de notre [Université d'été 2017 à Lyon](#) qui ont été rédigés par Didier Minot [membre fondateur du CAC].

Ce texte est construit en 3 parties :

- une analyse du programme et de l'action gouvernementale en termes de destruction de l'État social, des droits de la démocratie, avec « à la fois » des concessions mineures qui brouillent les pistes ;
- une réflexion sur la bataille d'idées autour de société civile et du rôle des associations ;
- des perspectives pour envisager comment les associations peuvent résister et construire dans ce nouveau contexte.

LIVRET / Septembre/Octobre 2018

### **Comité Action Publique 2022 : les multinationales à l'assaut de l'État**

de Jean Claude BOUAL





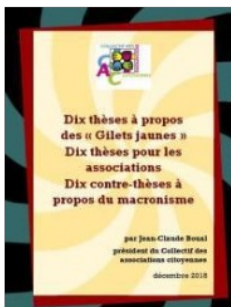
Ce livret, proposé par Jean-Claude BOUAL [*président du Collectif des Associations Citoyennes*], permet de mettre en lumière que le rapport « Action Publique 2022 » est bien plus que la suite de la politique de Révision des Politiques Publiques (RGPP) : l'idéologie va au-delà d'une privatisation classique des missions de service public et des fonctions administratives ou même d'une délégation de service public au privé, voire d'une mise à disposition de l'État aux services de groupes financiers et multinationales... Ce qui est prôné là c'est que ce sont ces derniers qui SONT l'État ; qui écrivent la loi, font les normes, les contrôlent !

C'est ce que s'attache à démontrer cette brochure à travers l'analyse croisée de différents textes : du rapport Action Publique 2022, de la loi PACTE, de la loi ELAN, ainsi que des lois sur la « refonte de la formation professionnelle », « pour une société de confiance », etc.

LIVRET / Janvier 2019

### ***Dix thèses à propos des « Gilets jaunes », Dix thèses pour les associations Dix contre-thèses à propos du macronisme***

de Jean Claude BOUAL



Cette brochure du président du Collectif des associations citoyennes (CAC) n'a pas pour objet de traiter toutes les questions que soulèvent la mobilisation des « gilets jaunes », ni d'en faire une analyse définitive. C'est impossible au stade où nous en sommes, c'est trop tôt, le mouvement n'est pas terminé et ses répercussions se feront sentir dans le temps.

Il est apparu au CAC, qu'une contribution même partielle, même provisoire, et au risque de se tromper, pouvait être utile aux associations citoyennes pour les débats et actions qu'elles mènent quotidiennement.

Cette brochure n'a pas d'autre ambition, mais c'est déjà beaucoup !

LIVRET / Juin 2020

### ***NON, les associations ne sont pas des corps intermédiaires !***

de Jean Claude BOUAL



Dans les débats médiatiques, la presse, mais aussi dans les études de sociologie, les associations sont présentées comme des corps intermédiaires, sans toutefois préciser intermédiaire entre quoi et quoi. Associations et syndicats ont tendance à accepter cette position d'intermédiaire, voire la revendiquent. Cette notion fourre-tout mérite pourtant d'être réexaminée, discutée, et pour ce qui nous concerne réfutée. Non les associations (citoyennes) ne sont pas des corps intermédiaires. Ce sont des outils que se donnent les résidents de la cité pour faire ensemble des activités qu'ils ont décidé ensemble et dont ils ont défini les règles de fonctionnement ensemble.

Pour comprendre pourquoi cette notion a resurgi dans le débat public depuis quelques années, nous proposons d'examiner ses définitions, l'histoire de ce concept ainsi que son utilisation politique.

## **Annexe 2 : Les Universités d'été du CAC**

A partir de 2015 le Collectif des Associations Citoyennes ressent le besoin de prendre du temps pour échanger et réfléchir avec les militants associatifs qui le composent ou suivent ses analyses. Il est nécessaire de faire le point ensemble sur l'actualité et les actions menées, voir de quelle façon toutes les associations citoyennes sont confrontées aux mêmes questions et renforcer le pouvoir d'agir de chacun. C'est ainsi que le premier séminaire d'été - qui s'appellera par la suite Université d'été - est créé.

### **2015 - du 6 au 8 juillet à L'Hay les Roses - "Pourquoi agissons-nous ? Comment agir ensemble dans la durée ?"**

L'objectif est de lier les expériences et les pratiques associatives aux enjeux d'une mobilisation plus globale. Plusieurs thèmes y sont abordés : la financiarisation de l'économie, l'accélération de la crise écologique, les politiques des institutions européennes et le recul de la démocratie, la défense des droits, l'évolution des politiques publiques, la loi sur l'économie sociale et solidaire, l'éducation populaire.

### **2016 - du 5 au 7 juillet à Rennes - "Quel contexte, quels enjeux pour les associations citoyennes ?"**

Le CAC s'est appuyé sur un collectif rennais pour proposer 3 journées de réflexion et de construction des alternatives avec des associations ou des citoyennes et citoyens venus de toutes les régions. Il s'agissait de prendre du recul pour réfléchir aux fondements de l'engagement associatif, de l'intérêt général et du bien commun dans un contexte qui invite au repli sur soi, afin de produire des analyses pour nourrir des alternatives et faire converger les actions des associations citoyennes.

Ont été abordées des thématiques comme la financiarisation et les contrats à impact social, l'économie solidaire et l'entrepreneuriat social, les chemins de la transition, les droits humains, l'action publique, les enjeux des technologies numériques.

### **2017 - du 10 au 12 juillet à Lyon/Villeurbanne - "Associations, un monde en action"**

Durant ces 3 jours les participants ont pu suivre deux interventions essentielles :

- une de Jean-Louis Laville - "L'évolution de la situation politique traduit l'émergence d'une nouvelle étape du néolibéralisme - les enjeux pour l'action collective des citoyens",
- une de l'historienne Michèle Riot-Sarcey - spécialiste de la révolution de 1848 - "Les résonances de l'associationnisme du début du XIXe siècle",

mettant l'accent sur le rôle des associations à la lumière de l'expérience historique et leur contribution à la transformation sociale.

Des échanges ont eu lieu sur le lien entre justice sociale et action pour le climat, les communs, le rôle de la propriété, le fondement de l'ordre social... Cette université d'été a produit une déclaration commune des participant.e.s intitulée "La société civile, c'est nous ! Reprenons le pouvoir".

### **2018 - du 10 au 13 juillet à Amiens - "Associations citoyennes et marchandisation : comment résister et construire ?"**

Cette édition de l'université d'été s'est construite sur la base d'un comité de pilotage constitué de militants associatifs d'Amiens. Elle a abordé plusieurs grands thèmes : l'évolution des politiques publiques, les effets de la réforme territoriale (lois NOTRE et MAPTAM), les associations citoyennes face à la rupture des solidarités et des droits, les effets de la suppression des emplois aidés, les chemins de la transition.

### **2019 - du 2 au 4 juillet à Marseille - " Rupture et émancipation : Pour une transformation solidaire, écologique et démocratique de la société"**

Cette université d'été a été l'occasion d'aborder le contexte historique du rôle des associations citoyennes avec Jean-Louis Laville et "L'histoire de l'associationnisme en France, en Europe et dans le monde". Elle a aussi abordé des thématiques comme les Droits et libertés associatives, la marchandisation de l'action associative, la co-construction de l'action publique et les perspectives pour l'avenir.

Un des ateliers a initié la construction du livre sur l'anniversaire des 10 ans du CAC "Communiquer une histoire / une histoire de communiqués", dont la sortie est prévue en 2020.

## **Annexe 3 : La Charte de principes du Collectif**

Les associations citoyennes travaillent dans des domaines très divers à l'émergence d'une société solidaire, participative et écologiquement responsable. Elles constatent que, malgré cette diversité, les projets associatifs se fondent sur un petit nombre de principes d'action communs :

- Respecter les Droits de l'Homme et la dignité humaine, lutter contre toutes les discriminations, en dépassant l'égalité formelle pour aller vers une égalité effective dans l'accès à l'éducation, aux services, à la santé, à la culture.
- Assurer à tous une liberté effective dans leur vie personnelle et collective, par une émancipation vis-à-vis des conditionnements imposés par la société, notamment par les médias dominants et la publicité, à travers une démarche de laïcité synonyme d'ouverture à la diversité des pensées et des raisons d'agir.

- Promouvoir des logiques de coopération et de mutualisation, et non de compétition et de concurrence, l'égalité et la liberté ne trouvant leur sens que dans un contexte de fraternité.
- Considérer l'économie comme un moyen au service de la société et non comme une fin en soi, ce qui signifie que les activités marchandes ne sauraient être le seul horizon bornant toute entreprise humaine.
- Concevoir la solidarité non comme une assistance, mais comme une réciprocité et une co-responsabilité de chacun envers tous (des relations interpersonnelles à une solidarité mondiale).
- Préserver la poursuite de l'aventure humaine, l'avenir de la planète et les biens communs de l'humanité nécessaires aux générations actuelles et futures, ce qui implique d'autres modes de vie et d'échanges.
- Répondre aux besoins des femmes et des hommes d'aujourd'hui en matière de sécurité, de revenus, de services, d'habitat, d'éducation, d'expression culturelle.
- Permettre à chacun de développer et d'épanouir ses potentialités, en particulier ses capacités de don, de partage, de non-violence et de créativité et ce dès l'école, dans une optique de développement personnel et de promotion collective, et non de compétition de tous contre tous.
- Maintenir et améliorer, partout dans le monde, la démocratie et l'état de droit tout en favorisant une citoyenneté active et responsable.
- Chercher une cohérence entre la parole, l'action et le sens donné par chacun à son existence, dans la diversité des options et des histoires personnelles, avec un équilibre entre identité et ouverture, entre culture propre et métissage.

Cette charte de principes constitue le **ciment de l'action commune**, car elle donne un contenu à la notion d'intérêt général et permet de préciser dans quel sens les membres du collectif cherchent à promouvoir le bien commun. Elle s'oppose presque point par point à une vision réductrice de l'action associative qui assimile les associations soit à des entreprises commerciales, soit à des services publics au rabais en les instrumentalisant. **En ce sens le combat des associations rejoint le combat de celles et ceux qui luttent pour reconstruire une société à finalité humaine.**

## **Annexe 4 : les réseaux du CAC**

Le CAC travaille avec d'autres réseaux et de nombreuses associations : voir le détail ([lien vers la carte mentale](#))